

RÉUNION VIRTUELLE DES CONSEILS MIXTES

Le 22 septembre 2020

Compte rendu de décisions v3

Présence

COPRÉSIDENTS :

Catherine Bennett	EDSC/Service Canada — CPSSP
Mark Burns	Yukon — CPSSP

MEMBRES DU CDPISP :

Kathryn Bulko	ASIM (ville de Toronto)
Dafna Carr	Ontario
Natasha Clarke	Nouvelle-Écosse
Dave Heffernan	Terre-Neuve-et-Labrador
Stuart Hendrie	ASIM (région de Niagara)
Sean McLeish	Yukon
Ted Hickey	Nunavut
CJ Ritchie	Colombie-Britannique
Marty Robinson	ASIM (ville de Medicine Hat)
Pierre E. Rodrigue	Québec
Bonnie Schmidt	Saskatchewan
Rick Wind	Territoires du Nord-Ouest
Munna Zaman	Manitoba

Denis Skinner	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada — CDPISP
Tracy Wood	Île-du-Prince-Édouard — CDPISP

MEMBRES DU CPSSP :

Mark Arsenault	Île-du-Prince-Édouard
Dennis Batacan	Manitoba
Deb Bergey	MSDO (Région de Waterloo)
Shelley Darlington	MSDO (Comté de Norfolk)
Shifra Desjardins-Arsenault	Québec
Bev Dicks	Colombie-Britannique
Alan Doody	Terre-Neuve-et-Labrador
Elizabeth Douglas	Ministère des Anciens Combattants
Susan Erwin	Ontario
Mitch Freeman	Ministère des Anciens Combattants
Rachel Gaudreau	Québec
Mark Healy	Terre-Neuve-et-Labrador
Gillian Latham	Nouvelle-Écosse
Christian Laverdure	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
Alanna MacDougall	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Linda Maljan	Territoires du Nord-Ouest
Raymond Martin	Services publics et Approvisionnement Canada
Rene Nand	MSDO (région de Peel)
Kim Newman	Nouveau-Brunswick
Adriana Poveda	Colombie-Britannique
Sonya Read	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Chantal Ritcey	Alberta
Vidya ShankarNarayan	Innovation, Sciences et Développement économique Canada
Jackie Stankey	Alberta

Silvano Tocchi
Danielle White

Agence du revenu du Canada
Services aux Autochtones Canada

OBSERVATEURS ET PRÉSENTATEURS DU CDPISP, DU CPSSP ET DES CONSEILS MIXTES :

Tareq Al-Shumari	Ontario
Wendy Birkinshaw Malo	EDSC et Service Canada
Danielle Bourgon	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Alex Bourque	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Assia Chihab	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Richard Dalpé	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Teresa D'Andrea	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Robert Devries	Ontario
Jason Doiron	Territoires du Nord-Ouest
Keith Douglass	Nouveau-Brunswick
Roy Egbuna	Nunavut
Cathy Evans	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Christina Haché	EDSC et Service Canada
Elky Hanlon	Nouvelle-Écosse
Zelko Holjevac	Ontario

Sophia Howse
Patrick Lagioia
Christine Lau
Mark Levene
Melissa MacDonald
Margo McCarthy
Aeda Naami
Dawn Pilgrim
Cosanna Preston-Idedia
Oliver Samson
Louise Simos
Pirthipal Singh
Dan Batista
Peter Watkins
Sophia Jesow
Linda Robins

Colombie-Britannique
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
EDSC et Service Canada
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Île-du-Prince-Édouard
EDSC et Service Canada
Ontario
Ontario
Saskatchewan
Québec
Ontario
Innovation, Sciences et Développement économique Canada
Directeur exécutif de l'ISAC
Cadre du Programme d'identification numérique pancanadien
Analyste de recherche du Conseil mixte
ISAC

Secrétariat de l'ISAC :

Maria Luisa Willan Stefania Silisteanu

Poin t	Sujet ou discussion	Décision ou suivi
	Mot de bienvenue de Mark Burns, coprésident du CPSSP, au nom des coprésidents, suivi d'un appel nominal.	
1.	<p><u>QUESTIONS ADMINISTRATIVES</u></p> <p>A) Approbation du compte rendu des décisions de la réunion en personne des 26 et 27 février 2020 des conseils mixtes à Toronto. Le compte rendu des décisions de la réunion des 26 et 27 février 2020 des conseils mixtes est approuvé, sans modification.</p> <p>B) Approbation de l'ordre du jour de la réunion du 22 septembre 2020 des conseils mixtes. L'ordre du jour de la réunion du 22 septembre 2020 des conseils mixtes est approuvé. Aucune question ni aucun commentaire n'est soulevé.</p> <p>C) Mesures de suivi des conseils mixtes Mark Burns, coprésident du CPSSP, a fait remarquer que des mesures de suivi sont incluses pour examen par les membres.</p> <p>D) Points à l'ordre du jour reportés à la prochaine réunion des conseils mixtes Mark Burns fait remarquer que les points à l'ordre du jour reportés sont fournis aux membres à titre d'information.</p> <p>Maria Luisa Willan, directrice des Conseils nationaux, ISAC, a déclaré que l'ordre du jour des prochaines réunions et la liste des mesures de suivi seront mis à jour en conséquence après cette réunion.</p>	<p><u>Décision n° 1 :</u> Compte rendu des décisions de la réunion des 26 et 27 février 2020 des conseils mixtes à Toronto approuvé sans changement.</p> <p><u>Décision n° 2 :</u> Ordre du jour de la réunion du 22 septembre 2020 approuvé sans changement.</p>

2	<p><u>TRANSFORMER LE GOUVERNEMENT POST-COVID 19</u></p> <p>Bill Eggers, directeur exécutif du Centre for Government Insights de Deloitte, aux États-Unis, fait un exposé intitulé « Respond, Recover, and Thrive: Transforming Government Post COVID-19 » (Répondre, se rétablir et prospérer : transformer le gouvernement après la COVID-19).</p> <p>Bill Eggers déclare que toutes les organisations et industries ont des habitudes, des croyances et des pratiques sur « la façon dont nous faisons les choses ici ». Ce sont des orthodoxies. Les orthodoxies sont des croyances omniprésentes qui deviennent souvent non déclarées et incontestées — elles façonnent le comportement, le choix et la stratégie et créent des angles morts. Remettre en question les orthodoxies existantes ou les renverser peut vous aider à trouver de nouvelles opportunités.</p> <p>Dans ses études, il a examiné les orthodoxies traditionnelles du gouvernement. Ces orthodoxies ont été remises en question par la COVID-19. Les gouvernements rouvrent dans un environnement différent et doivent s'adapter à la nouvelle réalité. La COVID-19 oblige le gouvernement à fournir des services publics différemment. La nouvelle réalité de la COVID-19 : Les gouvernements doivent agir rapidement et s'adapter rapidement aux réactions.</p> <p>Orthodoxie : La surveillance « de ligne de visibilité » est essentielle. Nouvelle orthodoxie : Libération de l'emplacement : des milieux de travail intentionnellement hybrides où le travail est fait là où il est fait le mieux.</p> <p>Orthodoxie : Une expérience client personnalisée nécessite une « touche humaine ». Nouvelle orthodoxie : La technologie numérique peut offrir un service plus accessible et personnalisé.</p> <p>Orthodoxie : La plupart des services gouvernementaux doivent être fournis en personne. Nouvelle orthodoxie : Très peu de services nécessitent une prestation en personne.</p> <p>Orthodoxie : Une présence physique est nécessaire pour authentifier l'identité. Nouvelle orthodoxie : La carte d'identité numérique est en train de devenir le nouveau passeport (de nombreux pays ont accéléré la migration vers la carte d'identité numérique), c'est l'une des principales tendances qui a commencé l'année dernière avec une accélération massive cette année.</p> <p>Orthodoxie : Les gouvernements doivent gérer la demande de leurs services de manière réactive. Nouvelle orthodoxie : Les gouvernements anticipent les besoins des citoyens (l'une des plus grandes tendances que l'on commence à observer dans les gouvernements est l'utilisation de l'analyse prédictive et de l'automatisation pour anticiper les besoins des citoyens, avec de nombreux exemples pendant la pandémie de COVID-19)</p> <p>Pour relever les défis de la COVID-19 d'aujourd'hui et prospérer dans l'environnement perturbateur de demain, il faut renforcer les capacités dans trois domaines, les gouvernements doivent rechercher : la prévoyance, l'agilité et la résilience.</p> <p>Il est également essentiel pour la transformation du gouvernement de mieux comprendre les facteurs de comportement et de concevoir des interventions pour modifier les comportements. Maîtriser le côté humain de la transformation du gouvernement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Changement protégeant les personnes — Surmonter les limites de la cognition humaine • Tirer parti de ce qui motive vraiment les gens • Débloquer les connaissances sur les comportements des employés à l'aide de l'expérience client • La transparence en tant que moteur du changement. <p><u>Discussion des membres :</u></p>	<p>Mesure de suivi n° 1 :</p> <p>L'ISAC partagera la présentation de Bill Eggers avec les membres.</p> <p><i>(Mesure de suivi terminée, l'ISAC a partagé une copie de la présentation le 29 septembre)</i></p>
---	--	---

- Denis Skinner, coprésident du CDPISP (SCT), se demande où les dirigeants internationaux qui ont un pas d'avance investissent maintenant, cela donne-t-il à d'autres gouvernements qui ne sont pas aussi avancés suffisamment de temps pour sauter le pas et rattraper leur retard au lieu de suivre un cours régulier?

Bill Eggers répond qu'avant la COVID de nombreux investissements ont été faits dans la Cyber Sécurité, l'IA et l'analytique, l'infonuagique. Ce que l'on voit ici aujourd'hui, ce sont de gros investissements dans la numérisation. Ce qui est le plus intéressant, c'est que lors des précédentes périodes de récession, lorsque les gouvernements ont vu leurs budgets baisser, ils ont souvent vu un ralentissement des dépenses informatiques et cela prend plusieurs années pour que ce niveau d'investissement revienne, ce qui nuit aux progrès du gouvernement électronique. Dans ce cas, le numérique étant un canal de livraison important, c'est un domaine où il y a eu d'importants investissements récemment. L'étape suivante dans la transformation numérique est différente, la première vague était le domaine du « gouvernement électronique », la deuxième vague était ce que nous avons vu dans les 7 à 8 dernières années, le « travail numérique ». Nous entrons maintenant dans la troisième grande vague : « Être numérique ou la numérisation intelligente », y intégrer l'IA et l'infonuagique et d'autres éléments, c'est innover dans tous les modèles de livraison, utiliser le numérique et se concentrer sur les services administratifs également. Il est important de réunir ces paniers de technologies pour transformer le fonctionnement des gouvernements et la manière dont les services sont fournis aux citoyens.

- Paul Wagner, dirigeant principal de la technologie par intérim (SCT), pose des questions sur la mobilisation des talents; ce qui est un peu transitoire dans la nature des emplois à venir. Lorsqu'on examine le gouvernement fédéral, il a les ressources nécessaires pour le faire en fonction des priorités (par exemple, carte d'identité numérique, avantages canadiens). Il demande comment les autres gouvernements permettent la mobilité des talents dans un modèle où l'on a une responsabilité verticale (si ce sont les provinces qui ont une responsabilité et ont des ressources pour exécuter des mandats qui sont provinciaux ou si ce sont des ministères fédéraux qui ont des mandats à exécuter pour leurs sous-ministres). Lorsqu'ils essaient de créer quelque chose d'horizontal, ils n'auraient pas besoin de créer une nouvelle équipe pour fournir un cadre d'identification numérique. Existe-t-il des pratiques exemplaires pour mobiliser ces ressources afin d'atteindre un résultat et de retourner éventuellement à leurs ministères et de poursuivre l'exécution de ces mandats verticaux, mais en ayant contribué au résultat horizontal?

Bill Eggers répond qu'historiquement, c'est la communauté du renseignement dans les forces armées qui fait cela depuis des décennies. Les gouvernements ont eu du mal à le faire à l'extérieur de la communauté du renseignement militaire, du point de vue des lois et pour rassembler tous les systèmes. L'un des meilleurs exemples est le fait que vous avez des groupes de services numériques du monde entier qui font un excellent travail; cela s'est avéré très efficace. Il semble que pour le gouvernement fédéral, l'obstacle majeur est l'autorisation du Congrès et les comités et la façon dont tout fonctionne et les gens doutent de la façon dont cela fonctionnerait également.

- Sophia Howse (C.-B.) a demandé si une partie de la recherche sur les citoyens qui passent aux canaux numériques inclut la recherche sur l'accessibilité, en particulier en ce qui concerne les appareils mobiles.

Bill Eggers répond que d'excellents travaux sont réalisés en matière de programmes d'avantages sociaux. Choses importantes à garder à l'esprit :

1. L'adoption d'un téléphone intelligent quelconque est élevée au Canada et aux États-Unis.
2. Les personnes qui ont des téléphones intelligents commencent à mieux les utiliser.
3. *Code for America* est maintenant au Canada. Il recommande fortement le *Code for America* avec les personnes travaillant sur la simplification des applications (par exemple de 50 à 2 pages).

	<ul style="list-style-type: none"> • Bev Dicks (C.-B.) indique qu'il y a une tendance à passer au virtuel, mais aussi en tant que fournisseur de services gouvernementaux, il faut être conscient des populations vulnérables, par exemple les gens dans les régions rurales ont plus de difficultés. Il y a des défis majeurs à relever pour passer à n'importe quel type de services virtuels ciblés sans qu'il y ait d'autres canaux disponibles, en particulier le service en personne. <p>Bill Eggers répond que de nombreux services en personne ont été fermés. Le facteur clé est la conception centrée sur la personne; avoir une meilleure compréhension du parcours des citoyens; il est important de ne pas faire d'hypothèses, et ce que vous devez faire pour augmenter l'adoption du numérique. Il s'agit d'un processus qui consiste à parler aux gens et à comprendre leur parcours et qui est réellement la personne. Il faut avoir une meilleure compréhension du problème pour concevoir la bonne solution.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tracy Wood remercie Bill Eggers pour son temps et sa présentation. <p>Les membres demandent une copie du dossier de présentation.</p>	
3	<p><u>ORIENTATION STRATÉGIQUE DES CONSEILS MIXTES (voir l'ONGLET 3A)</u></p> <p>Maria Luisa Willan fait un exposé sur l'orientation stratégique des conseils mixtes. La présentation a les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Confirmer les priorités des conseils mixtes : l'identification numérique et les services axés sur le client selon la discussion et la décision à la réunion de février 2020. Toutefois, à la suite de la réunion de février, des travaux ont dû être suspendus à mesure que les priorités des administrations ont changé à cause de la pandémie de COVID-19 depuis mars 2020. ML fait remarquer que Peter Watkins présentera un rapport d'étape sur les travaux du Programme d'identité numérique à cette réunion. • Proposition pour définir la priorité des services axés sur la clientèle et en établir la portée — Maria Luisa indique qu'à la réunion du CPSSP du 3 septembre, les membres ont convenu d'entreprendre les activités suivantes et de faire rapport aux conseils mixtes : a) le CPSSP discutera et formulera des recommandations sur des domaines d'intérêt précis liés aux services axés sur la clientèle et à l'expérience des clients, b) le CPSSP formulera des recommandations sur la façon de tirer parti de la recherche et des groupes de travail des conseils afin de mieux comprendre les besoins et les attentes des clients, et c) le CPSSP fera rapport aux conseils mixtes à une prochaine réunion pour une discussion plus poussée et définir les prochaines étapes. • Discussion sur les priorités émergentes du CDPISP et du CPSSP (COVID-19 et au-delà) — Maria Luisa donne un aperçu des priorités communes des administrations pour le CPSSP et le CDPISP, en se fondant sur l'échange d'informations des administrations lors de la réunion de septembre. ML souligne l'importance de tirer parti des renseignements des administrations pour mieux déterminer les priorités actuelles des conseils et pour déterminer les nouvelles priorités à venir. • Élaborer un plan stratégique des conseils mixtes qui définira des objectifs clairs en fonction des priorités actuelles et qui s'appuiera sur des plans de travail de groupes de travail qui permettront aux conseils de rester concentrés et de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs prioritaires. Le plan stratégique sera élaboré à l'automne 2020 par le Secrétariat de l'ISAC, en collaboration avec les coprésidents et les analystes de recherche des conseils mixtes. • Tirer parti des relations extérieures pour faire progresser les priorités des conseils mixtes 	<p><u>Mesure de suivi n° 2A :</u> Le CPSSP a accepté d'entreprendre les activités suivantes et de faire rapport aux conseils mixtes : 1. Le CPSSP doit discuter et formuler des recommandations sur des domaines d'intérêt précis liés aux services axés sur la clientèle et à l'expérience des clients. 2. Le CPSSP doit formuler des recommandations sur la façon de tirer parti des recherches et des groupes de travail des conseils pour mieux comprendre les besoins et les attentes des clients.</p> <p><u>Mesure de suivi n° 2B :</u> Le travail de création du groupe de travail sur le code source ouvert est en cours. Un appel à la participation des membres et pour identifier un coprésident P/T sera envoyé aux membres au début d'octobre.</p> <p><u>Mesure de suivi n° 2C :</u> Élaborer un plan stratégique des conseils mixtes qui définira des objectifs clairs en fonction des priorités actuelles et qui</p>

Maria Luisa indique que le 3 septembre, les membres du CPSSP ont approuvé que le groupe de travail sur les services aux entreprises (SE) relève des conseils mixtes et fasse rapport aux conseils mixtes plutôt qu'au CPSSP. En février 2020, le CDPISP a approuvé le transfert du GT sur les SE sous les conseils mixtes, mais il attendait une décision du CPSSP à ce sujet.

Maria Luisa indique que le 10 septembre, les membres du CDPISP ont convenu de créer un groupe de travail sur le code source ouvert, qui fera rapport aux conseils mixtes. On travaille actuellement à la création d'un groupe et à l'élaboration d'une Portée des travaux, qui sera partagée avec les membres à l'automne 2020. La proposition de création du groupe a été déposée pour examen lors de la réunion des conseils mixtes du 6 août. Guillaume Charest, EDSC, a été désigné comme responsable fédéral du groupe de travail. À la suite de cette réunion, le groupe de travail sur le code source ouvert enverra un appel aux membres du CPSSP et du CDPISP pour qu'ils participent au groupe et pour identifier un coprésident P/T pour diriger ce travail.

Recommandations à l'intention des conseils mixtes :

- Accélérer l'identité numérique (programme d'identité numérique)
- Définir les services axés sur la clientèle, en établir la portée et déterminer les secteurs de concentration/de priorité pour la collaboration des conseils mixtes.
- Poursuivre les présentations et activités d'apprentissage des administrations en tant que précieux échange de pratiques exemplaires et de leçons apprises dans l'ensemble du pays.

Possibilité pour les conseils mixtes :

- Tirer parti de l'échange d'informations des administrations pour cerner les défis communs et travailler à l'élaboration de solutions pancanadiennes.
 - Utiliser les conseils mixtes comme une plateforme permettant aux administrations de se réunir et de mettre en place, de tester et/ou de prototyper des solutions de prestation de services pour relever des défis communs.
 - Développer l'intelligence stratégique des conseils mixtes, en faisant appel au Comité de recherche (analyste de recherche) pour fournir des connaissances et des recherches stratégiques sur les tendances mondiales et nationales, les priorités et les idées communes émergentes sur les besoins et les attentes des citoyens afin de s'assurer que les priorités des conseils mixtes demeurent pertinentes.
 - Possibilité d'officialiser les liens avec des tables externes comme la Table des SM FPT, le Conseil canadien de l'identification et de l'authentification numériques (CCIAN), les dirigeants principaux du numérique (DPN) et d'autres, à titre d'effort stratégique et de collaboration pour faire avancer les priorités.
 - Élaborer un plan stratégique des conseils mixtes qui définirait des objectifs clairs en fonction des priorités actuelles et qui s'appuiera sur des plans de travail de groupes de travail qui permettront aux conseils de rester concentrés et de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs prioritaires.
-
- Les recommandations sont-elles cohérentes à l'orientation stratégique souhaitée par les conseils mixtes?
 - Y a-t-il d'autres domaines d'intérêt ou priorités qui ne sont pas inclus ici?
 - D'autres occasions de collaboration intergouvernementale pourraient-elles être un forum plus efficace pour améliorer les services offerts aux Canadiens?

Tracy Wood, coprésidente du CDPISP, fait remarquer que la présentation met en lumière les événements qui se déroulent de façon organique et là où nous allons en tant que conseils, cela met également en évidence certaines choses qui évoluent rapidement pendant la pandémie; les réunions régulières des conseils mixtes et du CDPISP ont permis de faire avancer les points à l'ordre du jour liés à la COVID. Nous voulons nous assurer que les Conseils peuvent aller de l'avant, être agiles et continuer avec l'élan acquis.

s'appuiera sur des plans de travail de groupes de travail qui permettront aux conseils de rester concentrés et de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs prioritaires.

Mesure de suivi n° 2D :

Les coprésidents des conseils mixtes doivent fournir des recommandations et un soutien aux communautés de pratique en matière de gouvernance et de domaines d'intérêt prioritaires pour chaque groupe. *(Les coprésidents des conseils mixtes ont prévu d'organiser des réunions avec tous les GT et coprésidents de CP à l'automne et à l'hiver 2020)*

Mesure de suivi n° 2E :

Les coprésidents des conseils mixtes doivent tirer parti des relations extérieures pour faire progresser les priorités des conseils mixtes. (Table des SM FPT, DPN, autres)

Tracy a mené une discussion autour des recommandations et pour se demander si celles-ci sont conformes à l'orientation stratégique souhaitée des conseils, s'il y a des domaines d'intérêt ou des priorités qui ne sont pas inclus ici et s'il y a des possibilités de collaboration entre les administrations pour devenir une table plus efficace pour améliorer les services.

Discussions sur la conformité des recommandations avec l'orientation stratégique souhaitée par les conseils mixtes

- CJ Ritchie (C.-B.) confirme que l'identification numérique et les services axés sur la clientèle sont des priorités pour son administration. Elle souhaiterait que les travaux des groupes de travail et des communautés de pratique fassent progresser les priorités spécifiques des conseils. Nous nous sommes peut-être trop dispersés dans le passé en ayant autant de groupes, il est donc préférable de veiller à ce que les travaux à venir s'alignent sous ces priorités.

Tracy Wood souligne que l'intention n'est pas de former beaucoup d'autres groupes, les groupes actuels sont ciblés et que les principes fondamentaux sont conformes à l'Identité numérique et aux services axés sur le client.

- Catherine Bennett, coprésidente du CPSSP, EDSC, a voulu ajouter un peu de contexte autour des services axés sur la clientèle, puisque les membres du CPSSP ont eu une bonne discussion lors de leur réunion du 3 septembre au sujet de cette priorité et du rôle du CPSSP. Le CPSSP reviendra à ses racines, en mettant l'accent sur l'expérience des citoyens et les résultats des citoyens. Après la discussion approfondie qui aura lieu le 24 septembre, le CPSSP aura des précisions supplémentaires sur ce que cela signifie, c'est-à-dire que le groupe sera un grand incubateur d'idées fondées sur les besoins des clients et qu'il déterminera les mesures précises à prendre à l'intention des conseils mixtes qui pourraient être mises de l'avant par les efforts des groupes de travail existants ou nouveaux. Le CPSSP fera rapport aux conseils mixtes à une prochaine réunion. Elle attend avec impatience l'élaboration du Plan stratégique des conseils mixtes qui permettra de saisir l'orientation future.
- Jackie Stankey (AB) remercie l'équipe de l'ISAC d'avoir synthétisé tous les thèmes de l'échange de renseignements, cette analyse aide à se concentrer sur certains de ces thèmes et à s'appuyer sur ceux-ci. Elle déclare que la COVID-19 est une priorité absolue pour son administration et que les membres ont bénéficié de la collaboration à cette table. Ce travail pourrait relever de la priorité des services axés sur la clientèle et c'est aussi une priorité à la Table des sous-ministres.

Tracy Wood demande des éclaircissements sur la façon dont l'Alberta aimerait que cette orientation axée sur la COVID-19 soit reflétée : dans des présentations ou événements d'apprentissage ou dans le plan stratégique?

Jackie Stankey répond que la réponse à la COVID-19 est quelque peu cachée sous la priorité de l'identité numérique et des services axés sur la clientèle, il pourrait y avoir un troisième point, quelque chose axé spécifiquement sur la réponse à la COVID-19. Comme Tracy l'a mentionné, des réunions hebdomadaires éclair ont été tenues et elles ont toutes profité d'applications de collaboration et de partage. Elle recommande que la COVID soit également une priorité plus élevée.

- Mark Burns a besoin de précisions sur la façon dont ils pourraient aborder la priorité de la COVID-19 : devraient-ils parler de la COVID-19 ou de la prestation de services dans le contexte d'un monde où existe la COVID-19? S'agit-il d'un sujet ou d'une évolution de la prestation de services à la lumière de la COVID-19 et faut-il ou non lui accorder une place spéciale à l'ordre du jour?

- Linda Maljan (T.N.-O.) suggère de discuter de la prestation des services dans le contexte de la COVID-19. Poursuite de la discussion sur ce sujet.

Discussion sur les autres domaines d'intérêt ou priorités :

- Dafna Carr (ON) déclare que d'excellents travaux sont réalisés et qu'il y a une excellente suggestion de tirer parti du comité de recherche pour fournir des idées et de l'innovation. Elle est agréablement surprise par la contribution des membres au partage de l'information et c'est une excellente occasion d'apprendre les uns des autres. Elle recommande de penser à un gouvernement agile. Bill Eggers décrit l'importance d'un gouvernement agile, mais comment appliquer la prise de décision dans un monde agile, de quoi avons-nous besoin pour soutenir cela, quelles sont les choses que nous avons pu faire pendant la pandémie et que nous pouvons atteindre après la pandémie?
- Tracy Wood suggère de se concentrer sur le processus décisionnel dans un environnement agile. Bill Eggers utilise le gouvernement à deux vitesses et le gouvernement anticipatif. Elle ajoute une approche agile de la pensée avant-gardiste.
- Mark Burns fait remarquer que les membres des conseils ont fait preuve d'agilité durant la période de la COVID pour améliorer la prestation des services. Cela est dû en grande partie au fait qu'il y a plus d'autorité ou moins de restrictions dans un état d'urgence et qu'il n'y a pas à naviguer à travers les canaux traditionnels ou la bureaucratie qui rendent le processus beaucoup plus long. Pour aller de l'avant et accomplir le travail, ils ont donné aux personnes le pouvoir de prendre des décisions dans l'intérêt supérieur du citoyen. Toutefois, ces nouveaux processus ou ces processus agiles mis en place en raison d'une pandémie, allons-nous regretter que plus tard, lorsqu'une vérification est faite, avons-nous manqué certaines choses importantes en prenant des décisions rapides, ou personne ne les regrettera? Les « anciennes étapes » doivent-elles être définitivement retirées du processus de prestation?

À tout moment, lorsque vous essayez de construire un service, vous devez répondre à tous les risques qui se sont produits dans le passé et qui ont un effet cumulatif. Il souhaite avoir une conversation à l'avenir sur la bureaucratie et les étapes du processus qu'ils ont rationalisées en utilisant les pouvoirs d'état d'urgence. Allons-nous les utiliser à nouveau en cas d'état d'urgence? Nous avons maintenant l'occasion de faire le point sur les mesures de suivi et sur les points qui devraient être permanents et sur ce qui devrait être rétabli et qui apporte de la valeur.

- Tracy Wood fait remarquer que la pandémie a enlevé une partie du bruit autour de la prise de décision et qu'il s'agissait d'une approche équilibrée; maintenant, il s'agit de la façon dont nous nous assurons que le bruit reste éloigné et de mettre l'accent sur ce qui doit rester.

Discussion sur les occasions de collaboration intergouvernementale pour rendre le forum plus efficace pour améliorer les services offerts aux Canadiens :

- Bev Dicks déclare que les communautés de pratique sont excellentes pour la collaboration entre les administrations, mais suggère de tenir une discussion sur la gouvernance et les ressources pour ces groupes. Elle fait remarquer que, lors de sa participation à la communauté de pratique des centres de contact, le groupe compte plus de 80 membres et que nous devons réfléchir à la façon d'ajouter de la valeur en tant que conseils et à la façon d'appuyer ces groupes pour les rendre plus efficaces. Il est difficile de faire avancer les choses lorsqu'il y a un si grand groupe de personnes et c'est aussi beaucoup de travail que les coprésidents doivent gérer, en

	<p>particulier ceux qui n'ont pas de ressources supplémentaires à leur disposition pour coordonner les réunions et les travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> Mark Burns déclare qu'il y a beaucoup d'intérêt à l'égard de la communauté de pratique des centres de contact. La question est de savoir si vous devez avoir un centre de contact comme un point FPTM et dans le contexte de la prestation de services. D'autre part, si les opérations et les stratégies des centres de contact sont liées aux priorités des conseils mixtes, les coprésidents peuvent aider à aligner leurs travaux et leurs discussions sur les priorités des conseils. Cela peut être géré au moyen de conversations ou par des sujets spécifiques plutôt que par une communauté de pratique générale pour aborder tous les sujets. Bev Dicks recommande aux conseils d'aider à donner une certaine orientation, mais un rétrécissement n'est pas souhaitable, car le niveau d'intérêt est incroyable. Lorsque le groupe tente de faire rapport ou qu'il s'acquitte d'une tâche, il est difficile pour les coprésidents de la communauté de pratique de gérer cela, de sorte que les conseils doivent donner une orientation claire aux coprésidents du groupe sur la portée de ces discussions. Jackie Stankey fait remarquer que la communauté de pratique des centres de contact a beaucoup d'élan et qu'il y a des demandes de réponse à l'information, de collecte de données et de consolidation, mais que le temps nécessaire pour y parvenir est énorme. Elle a recommandé d'utiliser GCCollab où ils peuvent tous collaborer à un programme pour regrouper l'information au lieu d'envoyer des modèles différents et de recueillir des éléments d'information différents. L'utilisation de l'outil de collaboration comme SharePoint ou MS Teams réduirait les efforts et aiderait à rationaliser la collecte et le partage d'informations. Keith Douglass, de la Communauté de pratique sur les politiques des technologies de l'information et des communications (TIC), indique qu'il interrogera le groupe qu'il coprécide sur la façon dont il fonctionne et qu'il en fera rapport aux conseils. Tracy Wood ajoute qu'il y a une amélioration continue dans le cadre du travail des membres. Ils apprécient les conseils et le travail de tous ces groupes et attendent avec impatience l'élaboration du plan stratégique des conseils mixtes pour confirmer l'orientation. Catherine Bennett déclare que l'échange d'informations des conseils montre la quantité de travail que les membres y consacrent. Le Plan stratégique montrera les priorités sur lesquelles il faut se concentrer et une discussion plus approfondie est très attendue. 	
4	<p><u>PRIORITÉS DE L'IDENTITÉ NUMÉRIQUE (ONGLET 4)</u></p> <p>Peter Watkins, cadre du Programme d'identification numérique pancanadien, présente un rapport d'étape sur le travail lié à la priorité de l'identité numérique, y compris le calendrier des activités.</p> <p><u>À ce jour :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Achèvement des ententes de détachement pour le cadre du programme Réunions avec les coresponsables de l'identité numérique Tenue de réunions individuelles avec des experts des administrations en matière d'identité numérique (EAIN) Réalisation de la lettre de réponse des conseils mixtes au Conseil canadien de l'identification et de l'authentification numériques (CCIAN) concernant l'élaboration d'une nouvelle lettre d'intention de collaboration entre l'ISAC (organisme juridique des conseils) et le CCIAN. <p>Flux de travail actuellement déterminés :</p> <ol style="list-style-type: none"> Revoir l'engagement et l'organisation du travail 	<p><u>Mesure de suivi n° 3A :</u></p> <p>Les membres demandent que le cadre du Programme d'identité numérique évalue les répercussions et l'adéquation des travaux du Conseil stratégique des DPI sur l'élaboration de normes nationales sur l'identité numérique avec les conseils mixtes et les efforts sur le CCP du CCIAN. Cette information fera partie du travail en cours sur la gouvernance du programme d'identité numérique et des</p>

2. Concrétiser le Cadre de confiance pancanadien
3. Cadre de confiance pancanadien (CCP) unique

Peter Watkins indique une excellente opportunité de collaboration liée à un nouveau laboratoire national d'identification numérique. Un laboratoire national d'identification numérique est en cours d'établissement pour aider les intervenants qui souhaitent effectuer des tests d'interopérabilité et de conformité <https://laboidn.ca>. Possibilité de réduire le temps, la complexité et le risque pour les activités de bac à sable. Certaines administrations des conseils ont déjà exprimé leur intérêt. Expression de l'intérêt demandée aux autres membres pour une participation à un démarrage rapide.

Prochaines étapes :

- Configuration MS Teams des CM-EAIN pour permettre une collaboration active
- Établir des réunions mensuelles pour les CM-EAIN
- Commencer l'élaboration d'une lettre d'intention pour la collaboration entre le l'ISAC et le CIANC
- Engager les membres des CM-EAIN de façon individuelle à propos du démarrage rapide pour le bac à sable
- Examen et révision du plan de travail
- Se préparer en vue de demander l'approbation des conseils mixtes pour les CM-EAIN en tant que groupe de l'identité numérique principal pour les conseils mixtes. Cible de la réunion des conseils mixtes d'octobre.

Discussion des membres :

- CJ Ritchie demande des précisions sur la publication de la Norme nationale sur l'identité numérique : est-ce que cela a été fait avec l'engagement des conseils mixtes, quelle est la relation entre les conseils mixtes et le commentaire selon lequel la norme a été proposée par le Conseil stratégique des DPI?
- Tracy Wood fait remarquer que le Conseil canadien des normes cherche à créer des normes nationales et que différents organismes peuvent leur présenter des normes pour examen. Lorsque le Conseil stratégique des DPI a présenté son rapport aux conseils mixtes, il a mentionné qu'il cherche à établir des normes, et elle croit comprendre que le Conseil Stratégique des DPI a fait une présentation au Conseil canadien des normes, mais elle n'était pas sûre que cela ait été approuvé, et les membres des conseils mixtes doivent donc faire des recherches plus poussées.
- Alex Bourque, du SCT, déclare qu'il n'a pas participé à l'élaboration de la norme, mais il croit comprendre que c'était un appel public à toutes les administrations pour qu'elles fournissent des commentaires et des renseignements sur cette norme globale qui transcende tous les secteurs. On s'est inspiré du CCP pour assurer l'alignement. Le CCP est un cadre, et il a été mentionné dans certains exercices qu'ils ont mené, les exigences de l'atelier sur la gouvernance pour amener les normes dans le contexte de l'identification numérique pour aligner tous les secteurs. Il fait remarquer qu'il n'a pas participé aux travaux du CCP, sauf en dirigeant certaines des demandes aux membres du groupe de travail du secteur public qui souhaitent collaborer avec le Conseil stratégique des DPI. Il croit comprendre que le CCP et la norme élaborée par le Conseil stratégique des DPI sont complémentaires.
- Denis Skinner, coprésident du CDPISP, SCT, a déposé une mesure pour que le cadre du Programme d'identité numérique fasse rapport aux conseils mixtes sur la façon dont ces pièces sont assemblées. Une meilleure clarté concernant tous ces groupes et des travaux en cours contribueront à faire avancer ce processus vers la mise en œuvre.

organes d'identification numérique connexes des conseils et de ceux qui sont externes. Peter Watkins fera rapport à la réunion des conseils mixtes du 29 octobre.

Mesure de suivi n° 3B :

Les activités suivantes seront entreprises par Peter Watkins au cours des prochains mois avec un rapport d'étape à CM le 29 octobre :

1. Réunions mensuelles sur MS Teams des CM-EAIN
2. Commencer l'élaboration d'une lettre d'intention pour la collaboration entre l'ISAC (au nom des conseils mixtes) et le CCIAN.
3. Engager les membres des CM-EAIN de façon individuelle à propos du démarrage rapide pour le bac à sable
4. Examiner et réviser le plan de travail
5. Énumérer les activités de validation de concept existantes ou prévues qui pourraient être intégrées au plan
6. Se préparer en vue de demander l'approbation des conseils mixtes pour les CM-EAIN en tant que groupe de l'identité numérique principal pour les conseils mixtes.

Mesure de suivi n° 3C :

Renforcer et tirer parti de la relation avec la Table des SM FPT pour aider à faire progresser le travail en cours. Peter Watkins fera une présentation à la Table

Peter Watkins répond qu'il ajoutera cette mesure au plan de travail et qu'il fera rapport à une prochaine réunion des SM FPT à sa réunion de décembre.

- CJ Ritchie a déclaré qu'il est important de tenir compte, dans la mesure de suivi, de l'effet de cette norme nationale que Peter Watkins évaluera et dont il fera rapport.
- Dafna Carr (ON) a une question précise sur les interdépendances, une partie de l'idée de la collaboration pancanadienne consisterait à clarifier les composantes et des éléments d'exécution.

Peter Watkins répond que dans le plan de travail, un travail est en cours avec ISDE, le registraire des entreprises de la C.-B. et l'Alberta, sur la démonstration d'avoir des justificatifs d'identité vérifiables pour l'enregistrement d'une petite entreprise pour obtenir des services bancaires, en ce sens qu'il y a des interdépendances, chaque partie doit faire quelque chose. Il y a de nombreux points à relier et il y a une opportunité de l'apporter au Bac à sable et vous pouvez le voir là, les gens remplissent leur rôle et cela peut être visible.

- Dafna Carr fait remarquer qu'à mesure qu'ils deviennent plus concrets, ils doivent s'assurer que cela fait partie de ce que les membres font ensemble et les tenir responsables des interdépendances, car ils savent que si l'accélération est la clé, il faudrait définir clairement à quoi cela ressemblerait.
- Natasha Clarke, N.-É., remercie Peter et fait remarquer qu'il s'agit d'une voie très urgente, très enthousiasmante et attendue depuis longtemps, et que des travaux remarquables sont en cours comme il est mentionné dans la présentation. Elle a particulièrement aimé la diapositive sur le ton et la vitesse de la façon de jouer ce rôle. Elle est d'accord avec la recommandation visant à clarifier le travail effectué par d'autres organismes numériques comme le CCIAN (maintenant qu'ils ont déposé la marque du CCP et ce que cela signifie), le Conseil stratégique des DPI (quelle est la norme et qu'est-ce que cela signifie pour ce travail). En tant que membres, il est essentiel que nous comprenions les implications. Il sera utile de présenter un rapport sur les options qui s'offrent aux conseils pour ce qui est de la marche à suivre et de faire une mise à jour à la réunion d'octobre.
- Catherine Bennett déclare qu'elle a vu l'intérêt d'avoir un cadre de programme dédié à cette priorité, qui rassemblerait tous les éléments et ferait progresser ce travail. Elle demande si Peter a envisagé de mobiliser la Table des SM FPT, puisque l'identité numérique figure sur sa liste de priorités et que son importance a été soulignée pendant la COVID lors du passage aux services numériques. Il faut renforcer les relations avec la Table des SM, tirer parti de celle-ci et obtenir son appui sur les orientations que les conseils mixtes veulent prendre. La table des SM FPT se réunit à nouveau en décembre et pourrait être l'occasion pour Peter de présenter une mise à jour des travaux des conseils mixtes sur cette priorité à la Table des SM et de solliciter son appui pour faire avancer ce travail.

Peter Watkins répond qu'il ajoutera cette demande au plan de travail et qu'il pourra préparer des documents pour la réunion de décembre de la Table des SM FPT.

- Natasha Clarke, Nouvelle-Écosse, indique que sa SM est la championne de l'identité numérique à la Table des SM. Elle n'a pas été entièrement concentrée sur l'identification numérique à cause de la COVID, mais elle comprend que c'est une priorité essentielle. Natasha est heureuse de communiquer avec Peter pour qu'il soit au courant du travail, des priorités et de la fonction de la Table des SM afin d'éviter la duplication du travail.
- Chantal Ritcey, Alberta, fait remarquer qu'il y a trois volets de travail que Peter entreprend avec les EAIN et qu'il appuie un plan de travail qui devient urgent et qui veille à ce que le secteur public soit dans le siège du conducteur pour aller de l'avant. Elle demande si quelqu'un à la réunion du SCT ou d'ISDE peut parler du défi fédéral qui a

	<p>été lancé et du grand travail qui y émerge. Lors de la réunion de lancement des EAIN qui s'est tenue récemment, un participant du Department of Homeland Security (États-Unis) a parlé de faire des tests concernant les frontières internationales, c'est une formidable opportunité d'amener cela au niveau international.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tim Bouma, responsable du Groupe de travail sur le CCP, SCT, fait remarquer que les travaux du CCP attirent l'attention internationale, non seulement des pays des Nations numériques, mais aussi de la Banque mondiale et que le GT a des discussions bilatérales avec le US State Department. Ils considèrent le Canada comme une seule unité, bien que nous ayons plusieurs administrations, et ils cherchent une approche nationale. Une personne de Washington est intervenue et le gouvernement américain a déposé un projet de loi devant le Congrès avec un groupe de travail permanent sur l'identité numérique. Ils s'intéressent à la Norme nationale et au Cadre de confiance pancanadien. De nombreux cadres de confiance existent : cadre de confiance public, cadre de confiance privé du CCIAN, cadre de confiance australien, ils discutent avec la Nouvelle-Zélande de la façon dont nous pouvons faire une reconnaissance mutuelle et pour que nous fassions cela en tant que pays, nous devons avoir une approche collective. • Denis Skinner fait remarquer qu'il est intéressé à apprendre à quel point les identités interopérables ont réussi sur le front international. Par exemple, la norme de passeport numérique de l'OCDE. Il demande également aux membres officiels des conseils mixtes de confirmer que l'identité numérique est notre priorité soutenue et d'aller de l'avant, de montrer le bon niveau d'énergie et de rythme, de réaffirmer que c'est notre priorité et de saisir cette occasion. • Peter Watkins souhaite clarifier les répercussions des prochaines étapes. D'ici novembre, il demandera l'approbation des conseils mixtes pour les CM-EAIN comme groupe responsable de l'identité numérique pour les conseils mixtes. <p>Les membres sont d'accord avec les prochaines étapes présentées par Peter Watkins.</p>	
5	<p><u>INVESTISSEMENTS FÉDÉRAUX DANS LES SERVICES À LARGE BANDE (ONGLET 5)</u></p> <p>Josie Brocca, directrice principale, Direction générale d'Un Canada branché, ISDE, présente un exposé sur les Investissements fédéraux dans les services à large bande.</p> <p>Les réseaux à large bande et mobiles sont les fondements de l'économie numérique. Des millions de Canadiens n'ont pas accès aux services essentiels nécessaires au XXI^e siècle. Les services évoluent en fonction de la technologie et des besoins des utilisateurs. Les demandes pour des vitesses plus rapides et l'utilisation des données ne cessent de croître, avec des augmentations substantielles ces dernières années.</p> <p>Ce qui était considéré comme un Internet de base a également évolué. De même, les besoins mobiles ont également augmenté avec les téléphones intelligents, les applications et d'autres utilisations.</p> <p>La couverture des services à large bande est forte à l'échelle nationale, mais l'écart avec les régions rurales se creuse. Le secteur privé investit là où il est économique de le faire, mais les régions qui manquent d'analyses de rentabilisation sont mal desservies. À l'échelle nationale, pratiquement tous les Canadiens ont accès à des vitesses inférieures. Il y a quelques autres progrès en dehors des zones urbaines, mais en général, il y a un fossé marqué. Près de 5 millions de Canadiens n'ont pas accès à l'Internet haute vitesse, à des vitesses de référence. L'accès sans fil mobile est également un problème dans les zones rurales. Internet pour les foyers et les entreprises et le service mobile sans fil ne sont généralement pas des solutions de rechange — les Canadiens ont besoin d'avoir accès aux deux services. Les lacunes sur le plan mobile peuvent empêcher l'adoption de nouvelles technologies et poser un risque important pour la sécurité publique. Dans les régions rurales et éloignées, l'environnement physique est difficile</p>	<p><i>Aucune mesure de suivi n'a été relevée pour ce sujet.</i></p>

	<p>pour les entreprises, les coûts d'immobilisations et d'exploitation sont souvent plus élevés, les projets peuvent nécessiter un long délai pour se développer.</p> <p>Couverture des services à large bande à l'échelle nationale : il y a des régions mal desservies dans chaque province et territoire. Le coût total pour étendre l'accès universel à haute vitesse est d'environ 8 milliards de dollars (tous les ordres de gouvernement et le secteur privé).</p> <p>Cadre de politique et financement :</p> <p>La Stratégie canadienne pour la connectivité (2019), une feuille de route pour l'accès universel avec trois piliers :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Accès haute vitesse pour tous — cibles définies de 50/10 Mo/s (téléchargement en aval et en amont) et sans fil mobile élargi; atteindre 95 % d'ici 2026 et 100 % d'ici 2030. 2. Investir pour avoir un impact – financement cible lorsque le secteur privé n'investit pas. 3. Partenariat pour favoriser le progrès — coordonner le nouveau financement avec les programmes existants et nouveaux outils tels que de meilleures données et un portail en ligne. <p>Paysage provincial et territorial :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les PT peuvent être des partenaires importants dans le développement de projets à large bande — que ce soit au moyen de financements ou de contributions en nature. • Les PT dont le financement est disponible et l'étape de l'élaboration des programmes varient considérablement d'une administration à l'autre • La collaboration sur les infrastructures passives (c.-à-d. les conduits souterrains existants, les poteaux électriques, les pylônes de transmission sans fil) peut permettre de réduire les coûts et d'accélérer le déploiement. <p><u>Discussion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mark Burns a fait remarquer que le coût de la large bande est très élevé, et que le FAI local obtient de l'argent pour la rendre disponible. En termes de rentabilité, il y a un maximum de 15 Mo/s, mais le coût est de 103,00 \$ par mois, comparativement à 49,00 \$ par mois en Ontario. Internet est toujours limité dans le Nord; vous obtenez le service avec un gros écart qui limite ce que vous pouvez faire avec le budget. Que pouvez-vous faire avec l'accès qui n'est pas universel, comment traduisons-nous la disponibilité d'Internet en termes d'abordabilité de l'Internet pour nous assurer que les populations vulnérables dans les communautés éloignées où l'opportunité économique de faire l'argent pour payer pour cela n'est peut-être pas aussi présente, comment la politique fonctionne pour assurer cela? <p>Josie Brocca répond que la politique s'inscrit dans le cadre de son secteur de la politique stratégique pour l'innovation en ce qui a trait à la question plus vaste de l'abordabilité des services de télécommunications. Dans sa direction générale, on offre des programmes de partage numérique. Dans le cadre de l'initiative <i>Connecting Families</i>, on offre 10,00 \$ par famille aux familles qui reçoivent la prestation maximale pour la garde d'enfants. Des efforts sont déployés pour fournir une connectivité Internet abordable. Abordable est un terme relatif, qui dépend de l'endroit où vous vivez au pays ou du contexte financier de certaines familles canadiennes. Le Nord est un défi, y compris l'abordabilité en raison de l'infrastructure subventionnée par le gouvernement fédéral, et offrir des incitatifs supplémentaires en plus de cela s'avère être un défi, mais le gouvernement explore davantage. Alors qu'on entame la phase de la connectivité pour tous, on réfléchira davantage à la question de l'abordabilité, même si c'est une question de politique.</p>	
9	<p>Questions diverses :</p> <p>Mises à jour du groupe de travail :</p>	

	<p>Tracy Wood informe les membres qu'il y a des mises à jour du Sous-comité sur la protection des renseignements personnels, du Groupe de travail sur le RGPD, du Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada et du Groupe de travail sur le renseignement fondé sur les données dans le classeur électronique de la réunion et qu'elles sont déposées à titre d'information seulement.</p> <p>La prochaine réunion virtuelle (en personne) des conseils mixtes aura lieu du 23 au 25 février 2020.</p> <p>Tracy Wood encourage les membres à remplir le formulaire d'évaluation, les commentaires sont utilisés pour s'assurer que la réunion répond aux attentes des membres. Un lien vers le formulaire d'évaluation est fourni par l'ISAC.</p> <p>La réunion MS Teams de l'automne et de l'hiver a été inscrite à l'ordre du jour pour informer les membres.</p> <p>Tracy Wood remercie tous les membres, les observateurs et les présentateurs de la réunion. Elle remercie également l'équipe de l'ISAC pour l'organisation des réunions.</p>	
	<p><i>La séance est levée à 15 h 10, HAE.</i></p>	